

COMBIEN VOUS COÛTENT LES TÉLÉCOMS DE VOTRE ENTREPRISE ?

ENTREPRISES DE BTP

Des milliers d'entrepreneurs des travaux publics font entendre leurs voix dans la rue

Par Adrien Pouthier avec les bureaux régionaux du Moniteur - LE MONITEUR.FR - Publié le 14/10/2014 à 17:37

Mots clés : Fiscalité - Travaux publics



Manifestation des entrepreneurs de Travaux Publics à Paris le 14 octobre 2014

A l'appel du président de la FNTF Bruno Cavné, patrons et salariés des TP ont manifesté partout en France mardi 14 octobre pour alerter les pouvoirs publics sur la crise sans précédent que traverse le secteur. Pour relancer la machine au plus vite, ils souhaitent les mises en œuvre rapides du plan de relance autoroutier, du remboursement anticipé de la TVA, et de la surtaxe de 2 centimes d'euros sur le diesel.

Bruno Cavné, président de la Fédération Nationale des Travaux Publics ainsi que plusieurs centaines d'employés et entrepreneurs du secteur (2.000 selon les organisateurs), mais aussi des élus locaux, manifestaient place du président Edouard-Herriot, à Paris, près de l'Assemblée nationale, afin d'interpeller les députés qui commençaient à discuter mardi du projet de loi de finances 2015. Pendant ce temps dans le reste du pays...

A Lyon

En réponse à l'appel national lancé par la Fédération nationale des travaux publics, sept à huit cent représentants et salariés d'entreprises rhônalpines se sont donné rendez-vous devant la préfecture de région à Lyon. « Tous les métiers et tous les départements sont là », se félicite Jean-Marc Cornut, président de la Fédération régionale. Le mot d'ordre est clair : par leur présence, les entreprises de travaux publics veulent sensibiliser les pouvoirs publics aux difficultés économiques auxquelles elles font face depuis plus d'un an. « Tous les indicateurs sont dans le rouge, rappelle le président de la FRTF Rhône-Alpes.



© Rodolphe Savereux - Manifestation des entrepreneurs de Travaux Publics à Lyon le 14 octobre 2014

En un an, les carnets de commandes ont chuté de 30% et nous allons finir l'année avec un manque à gagner de plus de 700 millions d'euros. Aujourd'hui, 5 000 emplois au sein des entreprises sont directement menacés ». Et l'absence de gros chantiers à venir ne va pas améliorer la donne. «Le bloc communal représente 50% du chiffre d'affaires de nos entreprises. Or, les politiques font du désendettement une priorité, principalement en baissant les dépenses d'investissement et d'entretien du patrimoine. Ce n'est plus tenable ! ». La décélération des dépenses publiques est trop brutale pour être correctement absorbée. – **Emmanuelle N'Haux**

A Toulouse

A l'appel de la fédération régionale des travaux publics de Midi-Pyrénées, près d'un millier de manifestants, chefs d'entreprises, chefs d'agence de majors et salariés, ont défilé, entre 14h00 et 14h30, entre le début des allées Frédéric Mistral et la place Saint-Etienne où se situe la préfecture. Devant la préfecture, ils ont jeté les casques. Peu avant 16 heures Thierry Le Friant, le président de la FRTP de Midi-Pyrénées, a été reçu avec les membres du bureau par le préfet de région Pascal Mailhos avec comme demande « des moyens pour sensibiliser les collectivités de continuer d'investir ».



© Christiane Wanaverbecq - A Toulouse lundi 14 octobre 2014, place Saint-Etienne, les professionnels des Travaux Publics ont symboliquement déposé leurs casques

Les départements de la région Midi-Pyrénées souffrent particulièrement. « En Aveyron, nous constatons une chute drastique des investissements chez les petites et moyennes communes. Elles ont aussi contracté l'entretien des chaussées de 10 à 35% », a témoigné le chef d'agence d'une major.

Depuis 2008, le secteur des TP en Midi-Pyrénées (2 840 établissements, 13 253 salariés et 1,8 milliard d'euros de travaux réalisés) a perdu 2 300 emplois. « Sans mesure de relance de l'investissement public, nous allons supprimer 2 000 emplois », a déclaré le président de la FRTP qui constate aussi « des carnets de commande en baisse de 20% ». – **Christiane Wanaverbecq**

A Strasbourg

500 à 600 personnes se sont rassemblées sur la place Broglie, principalement des salariés de PME régionales mais aussi de filiales locales des majors. Le président de la FRTP Alsace, René Studli, a rappelé l'ampleur de la baisse d'activité ces sept dernières années : un recul du chiffre d'affaires de 21%, 800 emplois supprimés soit 10% des effectifs permanents. « Nous regrettons particulièrement l'abandon de la taxe poids lourds après celle de l'éco-taxe : une expérimentation de six mois était prévue en Alsace, pourquoi ne pas avoir au moins maintenu cette phase d'essai ? », a interrogé le dirigeant. Une délégation a été reçue par la préfecture du Bas-Rhin. – **Paul Falzon**



© Paul Falzon - Des manifestants des TP alsaciens mardi 14 octobre 2014

A Colmar

Même schéma qu'à Strasbourg. Un peu plus de 400 personnes s'étaient réunis devant les grilles de la préfecture du Haut-Rhin. Le président du syndicat départemental des travaux publics, Joseph Spataro, a mis en garde contre un possible « durcissement du mouvement » d'ici la fin de l'année si les pouvoirs publics n'apportaient pas de réponses concrètes aux demandes de la filière.

A Nancy

Le matin même, la FRTP Lorraine a montré la voie en organisant une opération escargot sur l'A31, dans le sens Lyon-Luxembourg.

Ailleurs

Les manifestants se sont rassemblés devant les préfectures: environ 650 personnes à Orléans, 400 à Lille et à Tours, entre 400 et 500 à Bourges près d'un millier à Bordeaux.